

Rwanda: les ambiguïtés de l'opération Turquoise

MIS EN LIGNE LE 18/03/2018 À 18:58

✂ PAR COLETTE BRAECKMAN

Des documents déclassifiés éclairent le rôle joué par la France au Rwanda en 1994. L'Opération Turquoise n'avait rien d'une opération humanitaire. Il s'agissait de combattre le FPR pour freiner le « complot anglo-saxon » dans le pré carré de la France en Afrique centrale.



Des légionnaires français de l'opération Turquoise sur le départ, à l'aéroport de Kigali, le 30 septembre 1994. - Photo d'archives Reuters.

Il aura fallu 24 ans, presque un quart de siècle, pour que, au fil des témoignages et des documents d'archives enfin déclassifiés, la vérité apparaisse. Une vérité connue, aussi farouchement clamée par les uns qu'elle était niée par les autres : l'opération Turquoise,

lancée le 22 juin 1994 depuis le Zaïre, n'avait rien d'une opération humanitaire dont le seul objectif aurait été de sauver les Tutsis survivants au génocide qui avait commencé le 6 avril 1994.

Ayant eu accès à un document jusqu'à présent classé « confidentiel défense » et déclassé par Nicolas Sarkozy, le journaliste et chercheur français David Servenay, revient en détail dans *Le Monde* sur l'une des pages les plus controversées de l'histoire africaine de la France. Car le compte rendu de la réunion de crise qui s'est tenue au palais de l'Élysée le 15 juin 1994, ne laisse place à aucun doute. Prônant « *une intervention rapide et ciblée* » François Mitterrand a tranché le débat opposant le Premier ministre Edouard Balladur et le ministre de la Défense François Léotard, partisans d'une intervention strictement humanitaire, à une poignée d'hommes qui réclament une ligne plus offensive : le secrétaire général de l'Élysée Hubert Védrine, le chef d'état-major particulier le général Christian Quesnot et le conseiller Afrique de l'Élysée, le diplomate Bruno Delaye.

Bloquer l'avancée du FPR

Entourant un François Mitterrand affaibli par la maladie, ces hommes estiment qu'il faut à tout prix bloquer l'avancée du Front Patriotique Rwandais. Un mouvement qui, parce qu'il se compose de réfugiés Tutsis ayant vécu en Ouganda et s'exprimant en anglais, est perçu comme le fer de lance d'un « *complot anglo-saxon* » menaçant le pré carré de la France en Afrique. Cette analyse géopolitique l'emportera sur la réalité de faits déjà connus à l'époque : tant le Quai d'Orsay que les services de renseignements de l'armée française sont informés du génocide qui, depuis dix semaines déjà, est commis contre les Tutsis du Rwanda par les miliciens hutus, sous les ordres du gouvernement intérimaire auquel Paris livre des armes.

Un document aujourd'hui déclassifié et rédigé par l'amiral Lanxade, chef d'état-major général des armées, décrit toutes les ambiguïtés de l'opération envisagée : elle veut à la fois tenter de mettre fin aux massacres, sauver les réfugiés et empêcher l'extension du conflit. Pour réaliser ce dernier objectif, – en réalité le plus important –, il faut, au départ de Cyangugu sur la frontière du Zaïre, empêcher le FPR de conquérir Kigali, car la chute de la capitale signifierait l'effondrement du « pouvoir hutu » que Paris soutient depuis le début de la guerre en 1990. Autrement dit, le premier objectif de Turquoise est de stopper l'avancée des « rebelles » tutsis, clairement définis comme les ennemis.

Volte-face inattendue

Alors que les Français contournent un embargo décrété par l'ONU et que des avions chargés d'armes se posent à Goma, les accrochages se multiplient avec les troupes du FPR. Jusqu'à la volte-face de la stratégie française qui surprendra tout le monde : fin juin, l'option militaire est soudain abandonnée et les troupes d'élite de Turquoise, légionnaires, commandos de marine, forces spéciales, plus formés aux actions d'éclat qu'aux opérations humanitaires, se transforment en sauveteurs.

Le capitaine Guillaume Ancel, officier de la Force d'action rapide et détaché au sein de la Légion étrangère, raconte (1) que le 1er juillet 1994, il se trouvait déjà dans un hélicoptère de combat au-dessus de la forêt de Nyungwe, prêt à soutenir par des frappes aériennes l'action de troupes au sol chargées de bloquer l'avancée du FPR lorsque l'ordre fut donné de tout arrêter : « *tous ces hommes déterminés à aller se battre ont été stoppés dans leur élan* »... Que s'est-il donc passé ? Selon David Servenay, des soldats français auraient été capturés et libérés contre l'engagement de restituer au

FPR la « zone humanitaire sûre » qui avait été constituée dans le sud-ouest du Rwanda afin de permettre à l'armée et aux miliciens hutus de se replier et de se réorganiser.

Le constat final, qui se dégage des documents déclassifiés, est accablant : bien avant le début du génocide, la DGSE (Direction générale des services extérieurs) n'avait cessé de tirer le signal d'alarme, dénonçant les risques de massacres et de purification ethnique. En vain : « *le processus hiérarchique filtrait la réalité, les notes alarmantes n'étaient jamais mises sur le bureau du président* ».

(1) Guillaume Ancel, « Rwanda, la fin du silence, témoignage d'un officier français », Les belles lettres.

En souvenir d'un Belge...

✍ C. B.

Le remords d'un capitaine

Croisant un groupe de miliciens hutus en juillet 1994, le capitaine Ancel et ses légionnaires découvrent que l'un des hommes porte un gilet pare balles ensanglanté, avec la bande patronymique d'un sergent belge. Ils en déduisent que Patrick Van Moyden, rencontré à l'occasion d'un stage en Europe, fait partie des dix commandos belges tués le 7 avril (en réalité, il ne figure pas sur la liste des équipiers du lieutenant Lotin).

Désireux de récupérer de force le gilet du Belge, les légionnaires ouvrent le feu presque simultanément et les miliciens, trop lents pour riposter efficacement, s'effondrent en quelques secondes. Ce crime de guerre est aujourd'hui prescrit, mais il pèse toujours sur la conscience du capitaine Ancel.

SUR LE MÊME SUJET

[Génocide \(/977/iptc/genocide\)](#)

[Sanction économique \(/8067/iptc/sanction-economique\)](#)

[Guerre \(/3723/iptc/guerre\)](#) **[Afrique \(/10414/locations/afrique\)](#)**

[François Mitterrand \(/304/persons/francois-mitterrand\)](#)

[Édouard Balladur \(/29725/persons/edouard-balladur\)](#)

[Nicolas Sarkozy \(/680/persons/nicolas-sarkozy\)](#)

[Nations Unies \(/36/entities/nations-unies\)](#)

[Le Monde \(/2517/entities/le-monde\)](#)